

L'Ukraine, la démocratie et Ioulia



Quand il est midi à Budapest, quelle heure est-

il à... Kiev?

Une élection «propre». Dimanche 14 février, la commission électorale centrale a officiellement déclaré Viktor Ianoukovitch (Parti des régions) nouveau président de la république, avec 48,95% des voix.

L'élection en elle-même a été qualifiée de «démonstration impressionnante» de démocratie par les observateurs internationaux, qui ont avalisé le choix des urnes. A la différence de l'élection de 2004, aucune contestation de masse n'a été signalée. Les Ukrainiens, durement frappés par la crise économique, semblent satisfaits de ce résultat et désireux de passer à autre chose.

Mais une irréductible résiste encore et toujours à la victoire de V. Ianoukovitch. Le Premier Ministre Ioulia Timochenko, égérie de la Révolution Orange, ternie par cinq ans de manœuvres politiciennes, accuse son opposant de fraude électorale massive et entend porter l'affaire en justice. Elle a de fait perdu de peu: ayant remporté 45,47% des voix, seuls quelques 880 000 votes la séparent de V. Ianoukovitch. Lors d'une allocution télévisée, samedi 13 février, elle a ainsi déclaré: «Ianoukovitch n'est pas notre Président. Quoi qu'il arrive à l'avenir, il ne deviendra jamais le Président légitimement élu d'Ukraine».

Le risque d'une paralysie de l'Etat

Les partisans du Premier Ministre ont annoncé qu'ils allaient saisir la haute cour de justice à Kiev aussi rapidement que possible. Ils entendent en particulier contester la manière dont la commission électorale a recompté les bulletins.

La plupart des analystes doutent néanmoins de leur capacité à fournir des preuves significatives. Quoiqu'il en soit, le pays semble condamné à l'attente, voire à la paralysie. Même si l'appel de I. Timochenko est rejeté, il est peu probable qu'elle se résigne à accepter sa défaite. Lui restera donc son pouvoir de blocage en tant que Premier Ministre. Le nouveau Président lui aurait déjà demandé de démissionner, ce qu'elle aurait refusé. Dans l'éventualité où elle serait destituée par un vote de défiance à la Rada (Parlement), elle demeurerait un acteur-clé dans les négociations pour former un nouveau gouvernement. A terme, V. Ianoukovitch se verrait donc contraint de dissoudre l'assemblée et d'organiser des élections anticipées.

Cet affrontement politique pourrait donc s'étaler sur plusieurs mois et figer la machine étatique ukrainienne, ce dont le pays n'a pas besoin. Les élections devaient en effet donner le signal d'un renouveau, et notamment d'une reprise en main de la politique économique. L'Ukraine subit une grave récession depuis début 2009, estimée à environ 15% de son PIB, tout en étant sous perfusion du Fonds Monétaire International (FMI) depuis novembre 2008. Celui-ci a interrompu ses transferts de fonds fin 2009 en raison de sérieux blocages institutionnels. Au vu de la situation actuelle, il est peu probable que l'argent parvienne rapidement à l'Ukraine.

Le salut immédiat se trouverait dans l'approfondissement des relations avec le voisin russe, un peu malmenées par la victoire du camp orange en 2004 et par plusieurs «guerres du gaz». Au soir du deuxième tour, l'ambassadeur russe à Kiev appelait à dynamiser le partenariat russo-ukrainien, en évoquant les «douzaines de projets» qui auraient pu être «profitables aux deux pays» mais qui n'ont reçu «aucune attention depuis cinq ans». Message compris par V. Ianoukovitch, qui a présenté, sur une chaîne de télévision russe, samedi 13 février, une liste de priorités ouvertement prorusses: abandon de la candidature à l'OTAN, accord à un séjour prolongé de la flotte russe en Crimée après 2017 ou encore création d'un consortium énergétique dirigé par le géant russe Gazprom, qui serait en charge du réseau de transport de gaz national.

Le nouveau Président a ainsi résumé ses nouvelles orientations: «Nous devons retrouver la manière amicale avec laquelle nos relations étaient menées dans le passé». Sans dire un mot de ses relations avec l'occident, et en premier lieu avec l'Union Européenne (UE), son autre grand voisin. Il ne faut cependant pas y voir un rejet catégorique des liens avec l'ouest. Comme le rappelle le politologue ukrainien Konstantin Bondarenko, chaque dirigeant ukrainien se doit de ménager les deux camps, à la fois en termes de relations internationales et d'unité nationale. «Moscou

comprend parfaitement qu'aucun président ukrainien ne sera jamais tout à fait prorusse», rappelle t-il.

Et il y a cinq ans...

Une des leçons les plus marquantes de cette élection a néanmoins été l'enterrement définitif de l'esprit de la révolution orange de 2004. Viktor Iouchtchenko, icône de la contestation et président depuis 2005, a été éliminé dès le premier tour, avec seulement 5,45% des voix. Et bien que la tenue du scrutin ait été considérée comme exemplaire, le taux d'abstention s'est élevé à près de 31%. A terme, le discrédit de la politique en Ukraine pourrait se révéler plus grave que les paralysies politiciennes d'aujourd'hui.

Sébastien Gobert

- 7 vues

Catégorie

Agenda Culturel